



La Gazette met les gaz sur le secteur de l'info et des sports

Nouvelle direction de l'information : plus personne n'y croit !

L'année de la présidentielle au siège est bien mal engagée. Le directeur de l'information s'affaire entre son bureau du 6^{ème} étage et les coulisses des émissions phares. C'est une évidence, il fuit les échanges avec les salarié·es et les élu·es comme la peste. En CSE, en Instance de Proximité Info Sports, c'est l'homme invisible. Partout, il se fait rare, préférant confier les rênes au directeur de la rédaction nationale, un sémillant ex-France 2 qui s'est vite empressé de nommer ses ouailles aux postes clés de chefs.

Alors on songe que le fauteuil pourtant prestigieux de directeur de l'information porte la guigne : les uns après les autres, on les voit défiler. Déjà 6 directeurs sous l'ère Ernotte. D'abord motivés, très vite ils prennent leur distance, reniant leurs belles paroles, se claquemurant dans la défiance. Comme si le mot « collectif » perturbait leur entendement. Comme s'il leur fallait à tout prix gagner les sphères vertigineuses, sorte d'ivresse des sommets, pour échapper aux doléances des salarié·es.

Pendant ce temps, au sein de la rédaction nationale, s'étend une forme de statut de 3^{ème} classe comme sur le Titanic. Des journalistes, techniciens, administratifs sont écartés des JT, émissions, reportages, sauf à faire le bouche trou éternel, sous le regard méprisant d'une direction qui le plus souvent ne connaît même pas leur nom, leur visage, leur histoire.

Côté chefferie justement, certains doivent sabler le champagne. Récemment on a vu 3 potes du directeur de la rédaction nationale fraîchement nommés pour gouverner le même service. Du jamais vu. Il fallait oser en pleine séquence Cedaet (enquête pour risque grave à la rédaction nationale) toujours pas refermée. La méthode ne surprend même plus. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, car déjà on entend gronder les réprouvés du casting du 20h, les petites mains abonnées aux sonores en région, les placardisés, les retoqués de la conférence de prévision, les déqualifiés. Les troubles psychosociaux se propagent comme une trainée de poudre.

Comment s'adjoindre les compétences des équipes pour préparer la présidentielle de 2027, remonter les audiences, s'entraider en se donnant des infos, déborder d'idées, de scoops, quand la moitié des journalistes de chaque service reste en carafe, au bord du chemin ! C'est comme courir un sprint dans une course en sac. A ce petit jeu mortifère, France Télévisions a tout à perdre... rien à gagner.

Ce mois-ci dans la Gazette :

- France TV Sport : un franc succès
- franceinfo canal 16 : la guerre contre les CDD et les seniors ça suffit
- Suppression des maquilleuses : une antenne dégradée
- Cedaet : le plan d'action au point mort
- Périmètre chef OPV : le grand flou
- Médecine du travail : beaucoup d'interrogations

...

Bonne lecture !

Instance de proximité INFO/SPORT du jeudi 8 octobre 2026

Membres de la Direction de l'Information : Julien Duperray, Nicolas Marut

Membres de la Direction des Sports : Pascal Golomer, Nicolas Vinoy (directeur adjoint en charge du numérique)

Membres de la RH : Frédéric Debains, Thibault-Alexander Collonniers (Direction du dialogue social)

Membre de la Direction des Reportages et des Moyens de l'info : Muriel Bajard-Buono

Représentante de proximité CGT : Cécile Laronce

Direction des Sports

- France TV Sport : un franc succès

Une fois n'est pas coutume, coup de projecteur sur une success story à France Télévisions. L'histoire d'une petite équipe qui monte, qui monte ! A suivre absolument !

Née en 2019, la rédaction numérique sport compte aujourd'hui 18 à 19 personnes. Une team dynamique composée de 10 journalistes rédacteurs (6 hommes et 5 femmes) en CDI, 5 encadrants dont un CDD, et un chef de projet éditorial PTA en CDI.

Les journalistes fournissent la chaîne numérique France TV Sport (dont l'accès est en clair et gratuit), les plateformes de franceinfo.fr et de france TV. Ils sortent en moyenne entre 70 et 90 articles avec des temps forts le dimanche. Ils travaillent souvent le week-end à tour de rôle. On les retrouve vendredi, samedi et dimanche sur la chaîne franceinfo canal 16. A la télé, ces professionnels assurent des directs, des chroniques sport, ils produisent aussi des vidéos avec des monteurs.

Leur mission : mieux exposer les grands évènements du catalogue de FTV.

La chaîne sport a permis de diffuser les épreuves de championnats du monde de cyclisme.

Les images fournies par les fédérations permettent de multiplier les sources.

Des sports jusqu'ici peu médiatisés sont mis en avant : la ligue de basket revient à partir du 22 novembre avec 18 matches féminins. Des journalistes et des consultant-e-s commenteront ces matches.

Au 8 octobre 2026, 34 millions d'internautes ont regardé la chaîne France TV Sport numérique. 10 000 à 300 000 d'entre eux connaissent les programmes. Chaque spectateur regarde en moyenne 14 mn. Sur tous les directs il y a un live chat.

La moyenne d'âge de notre public est de 42,7 ans. 46 % de moins de 50 ans et 36 % de plus de 50 ans. Une majorité d'hommes (53 %).

Aucun média concurrent (L'Equipe, Eurosport, Bein...) ne propose un tel contenu gratuit.

La publicité est autorisée sur la chaîne France TV Sport. Les recettes attendues ont été multipliées par 3.

Sur Instagram, la chaîne compte 861 000 abonnés, sur Tik Tok 921 000, sur YouTube plus de 900 000, sur Facebook on a dépassé le million.

Pour les RP (Représentants de Proximité) qui les croisent régulièrement au 2^{ème} étage, une équipe sympathique ! On attend avec impatience la photo de groupe des protagonistes sur la façade de l'immeuble de FTV !

Rédaction nationale

- Visite du Pape à Paris : problèmes d'accréditations

Lors de la venue du Pape à Paris les 25 et 26 septembre, de nombreuses équipes de tournages mobilisées pour cet événement se sont retrouvées bloquées par la sécurité. Des rédacteurs avec des accréditations sans zones affectées (donc inutiles), des ingénieurs du son qui n'ont jamais reçu d'accréditation (en étant pourtant enregistrés depuis le mois d'août). Les équipes se sont retrouvées en difficulté. Comment expliquer un tel dysfonctionnement pour un événement majeur prévu de longue date ?

Le directeur de la rédaction nationale rejette la faute sur l'Eglise de France. Selon lui les accréditations étaient bouclées, mais elles ont été validées la veille pour le lendemain. Il a fallu aller les chercher à moto le vendredi 25 septembre, le 1er jour de la visite du pape.

- Projet de fusion des services culture, société, sports et environnement : la direction passe en force

Les élu·es du CSE du Siège ont voté à l'unanimité le 15 septembre dernier la demande de retrait du projet, soulignant sa vacuité en termes de construction et les risques psychosociaux qu'il présente. Le rapport d'expertise souligne la dégradation des conditions de travail imposée au service climat environnement avec en particulier un danger pour leur santé s'ils s'installent

comme le prévoit le projet à la place occupée actuellement par le service culture, les locaux n'étant pas suffisamment ventilés pour le nombre de salarié·es qu'ils doivent accueillir.

- Que compte faire la direction ?
- Le directeur de la rédaction peut-il confirmer qu'il souhaite tout de même mettre en œuvre le projet ? Peut-il confirmer la date : après les vacances de la Toussaint ?
- Le projet mis en œuvre sera-t-il identique à celui présenté en CSE ?
- La direction va-t-elle revenir vers les élu·es avec un nouveau projet ?

Le directeur de la rédaction nationale s'oppose à tout retour vers les élu·es avec un nouveau projet. Selon lui, cette résolution appelle une réponse qu'il est en train de finaliser. Il répète que la direction a respecté l'obligation légale en consultant le CSE et confirme que le projet va se faire sans donner de date.

La CGT rappelle que l'obligation légale qui s'impose à l'employeur ne se limite pas à la consultation des élu·es. Il a également le devoir de ne pas abimer la santé des salarié·es. A défaut, la justice le condamnera pour faute inexcusable.

- Un mail qui interroge

Le mercredi 29 septembre les salarié·es de la rédaction du siège ont reçu à 15h56 un mail de Philippe Corbé. Il a pour objet : *Harcèlement et agissements sexistes : victime ou témoin, comment donner l'alerte* ».

Le directeur de l'information nous explique que *la direction de l'information s'efforce de travailler sereinement dans un environnement respectueux, sûr et professionnel* ». Il poursuit : *toute situation de harcèlement moral ou sexuel, tout comportement sexiste constituant des lignes rouges. Il n'y a aucun statut, aucune fonction, aucune responsabilité hiérarchique qui puisse les justifier, les banaliser ou conduire à les minimiser.* »

Ce mail a beaucoup fait parler et les salarié·es se sont même demandés si le Directeur de l'information venait d'achever la lecture du rapport d'expertise Cedaet pour risque grave à la rédaction nationale.

Nous aimerions savoir ce qui a motivé cette soudaine prise de conscience et l'envoi de ce mail ?

Le directeur de la rédaction nationale indique que ce mail s'inscrit juste dans une démarche de prévention comme préconisé par le rapport Cedaet. Rien de plus.

Le directeur affirme avoir lui-même envoyé un mail le lundi 5 octobre à l'ensemble du management éditorial du siège avec ces recommandations : *« L'exigence éditoriale, l'innovation et le respect de chacune et chacun doit être notre boussole »*.

Les RP regrettent que les vœux pieux ne soient pas suivis d'effets. Quels moyens sont mis pour empêcher les actes délictueux ? Pour enquêter ? Pour accompagner les victimes dans leur réparation ? Le nombre de signalements fait penser que les grandes phrases en restent souvent au stade de l'intention.

- Service politique : plus t'es senior plus tu fais la petite main

En cette année présidentielle, on pensait que la nouvelle patronne du service politique venue de BFM aurait à cœur de faire travailler tous les talents de son service. Mais non, elle trie les salarié·es. Les seniors sont traités comme des débutants : elle les envoie faire des micro-trottoirs ou les prête à d'autres services pour faire la petite main. En écartant ces salarié·es chevronnés connus du public depuis de longues années, elle prive l'antenne de talents. A croire que les téléspectateurs s'en rendent compte puisqu'ils désertent de plus en plus nos rendez-vous d'information. La direction de l'info compte-t-elle changer ces méthodes de management ? L'âgisme est une discrimination punie par la loi.

Selon le directeur de la rédaction nationale, il n'a donné aucune consigne. Il dit qu'il ne voit pas du tout de quoi on parle et s'inscrit en faux. Selon lui il n'existe aucun casting et le travail est distribué en fonction de l'expérience et de l'appétence de chacun.

Les RP affirment que tant que cette situation ne cessera pas, ils continueront de dénoncer ces agissements au service politique où tous les salarié·es doivent pouvoir travailler sans subir ce casting qui ne prend pas en compte les compétences. La réponse du directeur de la rédaction nationale prouve encore une fois son peu d'intérêt pour ce qui se passe « sous lui ».

- Cedaet : le plan d'action au point mort

Rappelez-vous l'alerte pour risque grave à la rédaction nationale. Des salarié·es en souffrance, des carrières au point mort. L'expertise Cedaet a commencé en février 2025, le rapport a été remis en septembre 2025 et présenté au CSE en octobre 2025. La direction avait promis d'agir. Résultat : un plan d'action a été présenté en CSE en avril 2026... Et depuis ? Plus rien ! La rédaction nationale marche toujours à deux vitesses. Pour les uns des carrières fulgurantes et pour les autres mises au placard, déqualification, convocations à entretien préalable à sanction, disparités salariales et absences de rattrapage.

La direction compte-t-elle garder ce cap mortifère pour un grand nombre de salarié·es ?

Le directeur de la rédaction nationale se veut rassurant : la mise en œuvre du plan d'action est en cours et il propose de nous faire un point.

Il dit avoir discuté avec l'ensemble des managers de ce plan d'action, pour l'appliquer. Il assure favoriser les détachements dès que c'est possible vers franceinfo ou les magazines. Il souhaite aussi mieux répartir le travail entre les journalistes sur les permanences. Il dit qu'il préfère le tournage d'unitaires au tournage de séquences.

Le RH affirme qu'un guide d'accueil a été rédigé pour les alternants et les nouveaux CDD immatriculés.

Autosatisfecit de la part de la direction en ce qui concerne la gestion des parcours professionnels, l'évolution professionnelle, la mobilité, l'ouverture à tous de la conférence de rédaction, le debrief du 20h en présentiel, la formation des managers. Bref tout va bien dans le meilleur des mondes.

Les RP font remarquer que le plan d'action de la direction qui a suivi le rapport Cedaet n'est pas du tout mis en place. Pire, la situation s'est encore dégradée. Le Casting du 20h, la déqualification, le tri entre les salarié·es, les perspectives d'évolution de carrière, rien n'a changé. Nouveauté : des noms de journalistes sont jetés en pâture pour les moquer en public.

Sans compter les nominations aux postes de direction. Exemple au Service Société : sur 3 chefs nouvellement nommés, 3 sont des ex-France 2.

Le DRH conclut que nous n'avons pas la même lecture de Cedaet.

Les RP constatent que le plan d'action de Cedaet est dans une impasse. Le risque grave perdure à la rédaction nationale, en conséquence les RP demandent à ce que le suivi du plan d'action Cedaet soit porté à l'ordre du jour du CSE siège du mois de novembre 2026.

- Proposition de reportage : l'impasse

Rien ne change dans le cockpit des éditions. Les propositions de reportage restent lettre morte. Lors de la conférence de prévision du 17 septembre aucune proposition du service société n'a été retenue. Les idées des reporters de terrain sont ignorées par une direction et une rédaction en chef persuadées qu'elles peuvent seules décider de la ligne éditoriale de leurs JT. Un tel fonctionnement à sens unique nous pousse à constater que nous ne formons plus une rédaction. Un sentiment de dépossession se ressent dans toute la rédaction. La direction de l'information en est-elle consciente ?

Le directeur de la rédaction souhaite réformer et fluidifier le système. Il dit qu'il ne faut pas hésiter à proposer plusieurs fois un reportage refusé. Il dit qu'il a déjà gagné sur un arbitrage en insistant pour que l'auteur de la proposition de sujet soit aussi celui qui tourne le reportage.

franceinfo canal 16

- franceinfo canal 16 : la guerre contre les CDD et les seniors ça suffit

Mais que se passe-t-il à franceinfo où il n'est pas bon être CDD ou senior. Pourquoi cette ambiance délétère ? Les CDD qui ont fait leurs preuves se font éjecter et remplacer sans explication. Quant aux seniors, des collègues se permettent de leur dire « *Tatie Danielle* », « *tu devrais songer à partir à la retraite pour te reposer* », *tu fais ton Nelson Monfort* » (traduction : tarder à prendre sa retraite).

Pourquoi la direction encourage-t-elle ce climat délétère assimilable à du harcèlement ? Pourquoi la direction monte-t-elle les générations les unes contre les autres ? L'UFTV propose des formations pour apprendre aux salarié·es à se respecter et à travailler ensemble, il est urgent de les y inscrire et de leur faire un rappel à la loi ! La discrimination est sévèrement punie. La direction est responsable de ce climat délétère.

Le directeur de franceinfo réagit avec étonnement à cette question. Il explique qu'à aucun moment il n'envisage un climat délétère au sein de sa rédaction et il évite toute discrimination. Quand on regarde les personnes à l'antenne, plusieurs ont plus de 50 ans. A aucun moment l'âge n'est en quoi que ce soit un critère différenciant. La direction est là pour protéger les salarié·es.

Les RP évoquent le turn-over des CDD.

Selon la direction il n'existe aucun turn-over exagéré des CDD, aucune volonté en ce sens. La direction peut avoir envie de tester d'autres CDD, et elle n'est pas fermée au monde extérieur et aux nouveaux talents. Le directeur dit recevoir beaucoup de CV, et il y a des CDD qu'il ne renouvelle pas car ils n'ont pas les compétences.

Le directeur dénombre 17 CDD journalistes présents depuis plus de 18 mois et 8 depuis moins de 18 mois. Par ailleurs, il fait remarquer concernant les chargés d'édition que c'est une hérésie qu'ils ne soient pas journalistes. Selon lui, on aboutit à une impasse professionnelle qui empêche les gens de se déployer.

Ça tombe bien, les chargés d'édition demandent depuis des années à passer journalistes ! Des paroles ? Maintenant des actes M. le directeur !

Les RPP suivent de près le dossier CDD partout au siège. Les CDD ont des droits. La porte des syndicats reste ouverte pour conseiller au mieux ces salarié·es précaires.

- franceinfo tv : la BFMisation du casting

Le directeur de franceinfo supprime les maquilleuses soi-disant pour faire des économies et dans le même temps il n'hésite pas à casser sa tirelire pour faire venir une écurie de journalistes de BFM TV. Et pas à n'importe quels postes : rédacteurs en chef, présentateurs ou encore chroniqueurs. Rien n'est trop beau pour eux. Quant à nos talents maison par ici le placard ou pis... la sortie. On songe au triste sort des CDD. Depuis l'été 2026, Ils sont remplacés par d'autres CDD venus de BFM ! Pourquoi ce choix ? Le directeur de franceinfo a-t-il un budget mirobolant pour s'offrir les services de ces nouveaux venus ?

Le directeur de franceinfo nous fait savoir qu'il n'apprécie pas du tout la question. Il dit appliquer aux CDD les grilles de salaire qui sont appliquées partout ailleurs, à LCI ou BFM. Il explique que du lundi au dimanche 26 rédacteurs en chef et rédacteurs en chef adjoints se relaient, en mettant de côté la matinale. Sur ces 26, il en a fait venir 3 de BFM. Ces 3 rédacteurs en chefs qu'ils considèrent comme ses *amis* ne représentent que 11% de l'effectif.

Il fait remarquer que depuis son arrivée à la tête de la chaîne, deux personnes qui occupaient des postes de rédacteur en chef sans en avoir le titre ont été titularisées. Un seul CDD rédacteur en chef n'a pas été renouvelé cet été mais il a estimé que cette personne n'avait pas les compétences requises.

Il ajoute que l'apport mesuré de journalistes d'autres cultures ne peut que renforcer France Télévisions, aucun système ne peut fonctionner en circuit fermé.

Les RP lui demandent de faire travailler les journalistes de la rédaction nationale avec respect, ce qui n'est pas toujours le cas. Des scènes de dénigrement en public de certains journalistes en leur absence ont été rapportées. Pourtant une com anti-harcèlement a été diffusée par Philippe Corbé. Des mots et rien de plus donc.

- Duplex lors des manifestations : attention aux conditions de travail

Lundi 28 et mardi 29 septembre l'équipe a parcouru 26 km à pied en deux jours pour suivre les sapeurs-pompiers. Pour une autre ça a été 16 km de marche sur une manifestation

« matériel sur le dos » pour un direct et des éléments enregistrés diffusés plus tard ou passés aux oubliettes de l'info.

Pensez-vous qu'il soit soutenable de faire une telle demande à une équipe de duplex ?

Le directeur assure qu'il doit être prévenu si des relèves sont nécessaires. Il assure que les rédacteurs en chef ne peuvent pas tout anticiper. Il admet qu'une chaîne info requiert des équipes disponibles et mobilisés.

Les RP insistent : le métier des chefs est d'anticiper, de prévoir des relèves ou plusieurs équipes pour couvrir une manifestation. Avoir été journaliste de terrain à FTV aide à se mettre à la place de ses équipes plutôt que de fantasmer les choses.

Les RP ajoutent que certaines équipes font des journées de 10h à 11h cumulées. S'ajoutent à ces amplitudes horaires des appels à l'aube, le soir, et pendant les jours de repos.

Sans compter des conditions de travail qui mettent en danger les salarié·es quand par exemple à la demande de prestataires extérieurs de vidéo mobile, les rédacteurs tiennent à bout de bras l'antenne de diffusion pendant l'enregistrement des plateaux.

- Suppression des maquilleuses : une antenne dégradée

Teint cireux, cernes, crânes luisants. Quelle misère sur notre antenne quand on compare les mines défaites de nos invité.e.s avec les visages survitaminés de LCI. Le maquillage fait défaut sur le canal 16 et ça saute aux yeux ! A croire que sur franceinfo on n'invite que des spécialistes fatigués à face de chouette effraie.

Des scandales éclatent devant les loges des maquilleuses, obligées de trier les invitéinvité·es en fonction de listes de personnes à maquiller ou pas. Et elles feront comment les maquilleuses quand Delphine Ernotte passera les voir pour se faire repoudrer le bout du nez avant une audition à l'assemblée ?

Certains invitéinvité·es ont menacé de déranger la présidence si on ne les maquillait pas, d'autres ont déjà renoncé à venir sur notre chaîne info. Il paraît qu'il devient même difficile de booker les invitéinvité·es, sans parler du respect de la parité à l'antenne. Un vrai casse-tête pour les programmateurs !

Le directeur de franceinfo canal 16 a apporté avec lui un kit maquillage qu'il nous présente. Il explique que dans la nuit de dimanche 4 octobre au lundi 5 octobre, les techniciens ont travaillé pour améliorer la lumière qui désormais est plus chaude, permettant de diminuer les teints cireux et blafards. Le service maquillage existe mais on ne maquille plus les invitéinvité·es.

Les RP réaffirment que maquilleur est un métier, et qu'une trousse de maquillage, aussi belle soit-elle, ne saurait remplacer une personne dont c'est le métier.

- Erreurs de retranscription

Des erreurs de retranscription sont souvent remarquées par les journalistes auteurs de reportages qui sont visionnables en replay sur le site de franceinfo après diffusion sur la chaîne. A la fois concernant le nom des personnes interviewées, mais aussi dans la retranscription des commentaires des journalistes qui figurent sous la vidéo.

Exemple : une interview a ainsi été retranscrite ainsi : « *Le rôle des parents, c'est de protéger leurs enfants. Mais face à des vagues de chaleur comme ça, vous êtes parents, mais votre hôte, vous ne pouvez pas le rentrer, vous ne pouvez pas le protéger* ». **Ce qui, vous en conviendrez, ne veut strictement rien dire.**

Le verbatim est le suivant : « *Le rôle des parents, c'est de protéger leurs enfants. Mais face à des vagues de chaleur comme ça, vous êtes parents, mais votre rôle, vous ne pouvez pas le remplir, vous ne pouvez pas les protéger* ».

Visiblement c'est une société privée (6Medias) qui réalise ces retranscriptions, avec l'aide de l'IA très certainement. Pouvez-vous vous assurer de la fiabilité des retranscriptions afin que les reportages ne soient pas dénaturés et donnent éventuellement de fausses informations ?

La direction explique que les équipes de 6Medias en charge de la découpe et de l'édition des sujets de JT dispose d'un outil de retranscription automatique qui s'appelle Wisper. Cet outil peut se tromper. La direction a prévenu 6Media qu'en cas d'erreurs répétées nous devons leur interdire l'usage d'outil de retranscription.

DRM

- Pape en France : les techniciens bien mal traités

La visite papale a demandé beaucoup de personnel sur le terrain pour assurer les duplex et le signal international.

Les besoins ayant été sous-évalués, des salarié-es ont eu des dépassements horaires : plus de 12h légales d'amplitude quotidienne, non-respect de l'intervalle légal entre fin de service et début de service suivant. En sus, le catering et la gestion des lieux d'aisance étaient approximatifs, inexistant dans certains cas, et partiels au Stade de France (plateau repas pour la rédaction en chef d'ICI, sandwich pour la technique) et ce n'est pas la première fois que cela arrive.

Les documents de production arrivent toujours bien trop tard, sont souvent approximatifs quant aux fins de service, laissant un flou s'il est besoin d'avoir une relève et donc de doubler les ETP.

Alors que cette question ne s'est jamais posée avec la production de la Fabrique ou celle des Sports, quelle est la mission de la production de l'info quant à la gestion des amplitudes

horaires, des coupures repas sur le terrain (midi et soir), et sur les événements où il est évident que les opérateurs ne pourront pas gérer ces soucis logistiques ?

La direction de la DRM confirme que la visite du Pape constituait un événement exceptionnel nécessitant une couverture d'une ampleur inédite. D'importants moyens humains et techniques ont été mobilisés par plusieurs directions, sur différents sites, dans plusieurs villes et durant plusieurs jours.

La DRM a engagé l'ensemble de ses ressources techniques et opérationnelles, tant en vidéo mobile qu'en production, afin d'assurer notamment la fabrication du signal international ainsi que les éditions spéciales d'information. L'anticipation de l'organisation, le respect des amplitudes de travail et des temps de repos des équipes ont constitué, et continueront de constituer, des priorités dans la préparation de ce type d'opération.

Les moyens engagés étaient dimensionnés de manière adaptée et cohérente avec les contraintes d'accréditation. Toutefois, certaines amplitudes horaires et certains temps de repos ont pu être impactés par des modifications tardives imposées par les organisateurs de l'événement, par les mesures de sécurité mises en œuvre par les autorités (criblage, déminage, etc.), par des difficultés d'accès aux sites ou liées aux accréditations, ainsi que par des ajustements de dernière minute des horaires d'antenne qui ont parfois prolongé les phases de démontage.

Par ailleurs, l'organisation des pauses ainsi que des repas du midi et du soir avait été intégrée dès la planification des journées de préparation et de production. Concernant les conditions de restauration et les espaces mis à disposition, les informations nécessaires figuraient dans le dossier de production et avaient été rappelées aux équipes par les chargés de production avant leur départ.

Les équipes éditoriales disposaient de loges équipées de tables et de chaises pour préparer les antennes, les directions de production ont retenu la formule de plateaux-repas.

S'agissant du Stade de France, l'ensemble des équipes de la DRM, de la Fabrique et des rédactions avait accès au service de restauration du stade pendant les phases préparatoires. Les directions de production concernées (DRM, Fabrique et FTVS) ont fait le choix de paniers-repas pour les équipes techniques afin de leur offrir davantage de souplesse et leur permettre de se restaurer au moment et à l'endroit les plus adaptés à leurs contraintes opérationnelles et de déplacement au sein du site.

Enfin, concernant l'accès aux sanitaires sur certains sites spécifiques, notamment sur les Champs-Élysées, la mise en place d'installations dédiées n'était pas possible en raison des contraintes de sécurisation et de déminage imposées par la Préfecture de police de Paris.

Selon la direction, la comparaison de la production de l'info avec les autres entités du groupe n'est pas pertinente, sachant que nous n'avons pas du tout les mêmes contraintes de temporalité liées à l'info, demandes d'adaptation et de réactivité constantes.

Les RP insistent sur la mauvaise organisation et donnent l'exemple d'une équipe de la Vidéo Mobile au forfait : sur le planning du dossier de prod pour le vendredi 25 septembre il est indiqué « 14h arrivée des équipes au stade de France. 22h30 démontage plateau France 3 ».

Mais le document de la direction ne dit pas à quelle heure l'équipe part et rentre à la télé, et où est la pause déjeuner ? Les techniciens ont fait une journée de 14h. Ils ont eu droit à un sandwich tandis que les équipes de la rédaction à côté ont eu des plateaux repas. C'est la prod de l'info qui gère et c'est inadmissible.

- Ex-réalisateurs de Télémation : point de situation

Durant l'été 2025, l'émission Télématin annonçait la suppression des reportages. Les 6 CDI qui réalisaient ces sujets ont donc été remerciés de l'émission. Un an plus tard, où en est la situation ? Quelles sont les propositions que leur a faites la direction ?

Pourquoi la production de Télématin a-t-elle fait appel à des pigistes pour réaliser des reportages cet été ?

La direction de la DRM détaille que parmi les salarié·es l'un est réalisateur au 13h, un autre vient de terminer une période d'observation comme chargé d'édition sur franceinfo canal 16, un 3^{ème} prend des rendez-vous avec la RH, un ex-réalisateur est au service JRI, le 5^{ème} réalise « Rendez-vous avec Louis Laforge », et le 6^{ème} est pour l'instant sans solution.

Pour les pigistes cet été, il s'agissait d'un besoin très ponctuel et le mode de production va être revu avec FTVS.

- Haro sur les assistantes de la rédaction nationale

Mais quelle mouche a piqué la direction ? Pourquoi cette volonté de supprimer les heures supplémentaires et éléments variables de salaire (EVS) aux assistantes de la rédaction nationale ? La direction parle de volonté de faire des économies, alors pourquoi dans le même temps l'ex-présentatrice du 20h conserve son salaire sans présenter le 20h ?

Les assistantes dévouées sont bien mal traitées. Si la direction veut leur retirer leurs EVS elle doit compenser cette perte qui représente jusqu'à 40 % de leur salaire. Et surtout inutile de leur faire des propositions scélérates de prime pour compenser cette insécurité économique, il leur faut une augmentation de salaire qui compte dans le calcul de la retraite.

Lors de la saisine, une des assistantes a témoigné, et la direction a bien compris qu'elles doivent être deux au moment de la fabrication des JT. Mais le week-end elles seront seules et feront leurs heures majorées le week-end. La direction ne recule pas mais envisage d'étudier la question de manière plus globale.

Les RP demandent à la direction de comprendre qu'un ou une salarié-e ne peut pas perdre du jour au lendemain jusqu'à 40 % de son salaire par le fait du prince. La perte des EVS doit être compensée.

- Périmètre chef OPV : le grand flou

Alors que la demande sur les formats des duplex évolue, il est de plus en plus demandé aux chef OPV de faire en direct le travail d'un JRI. Ne serait-il pas temps de lever le flou quant aux missions de chacun ?

La Direction confirme que les missions des OPV consistent principalement à assurer la captation des duplex, qu'ils soient diffusés en direct ou enregistrés. Selon les besoins des rédactions, ils peuvent également filmer en direct ou enregistrer des micros-tendus, des sonores ainsi que des images d'illustration.

À titre de comparaison, les JRI assurent la réalisation de reportages en captant des séquences avec un prisme éditorial, dans une plus grande autonomie et en lien direct avec l'angle journalistique retenu.

Les RP constatent que dans sa réponse la direction entretient un grand flou et que c'est contre-productif pour le travail des équipes sur le terrain.

- Abonnements presse suspendus

Quand la direction prévoit-elle le renouvellement des abonnements des journaux suivants : Le Figaro, Le Parisien, Les Echos ? C'est un problème de ne plus pouvoir consulter ces titres en temps et en heure. L'accès à l'information est nécessaire pour exercer notre métier avec exactitude et précision.

La direction admet qu'il s'est produit un dysfonctionnement et qu'un travail de mise à plat est en cours.

- La plateforme One more se prend encore une veste

Devant une direction sourde à leur volonté d'apparaître mieux habillées à l'antenne, les présentateurs, présentatrices, chroniqueurs, chroniqueuses en CDI ont fait circuler un mail mi-septembre auprès d'une quinzaine de journalistes. Il en ressort que la plupart d'entre eux préféreraient une prime, même soumise à cotisation pour choisir individuellement leur vestiaire. Certains ont renoncé au service de la plate-forme One more ». La direction peut-elle tenir compte de ces souhaits formulés depuis plus d'un an déjà. A l'heure où nos budgets sont plus que serrés, cela éviterait vraiment de jeter de l'argent par les fenêtres...

La direction dit avoir mené son enquête auprès de chroniqueurs. Selon elle, il en ressort que la plupart des personnes sont satisfaites car elles bénéficient de chemises blanches propres. Pour l'instant le contrat avec « One more continue et ne sera pas remis en question ».

Les RP dénoncent une mauvaise appréciation de la direction qui confond vestiaire et pressing. Avoir des chemises propres ne signifie pas de bénéficier d'un choix de bon goût adapté à l'antenne. « One more » ne remplit pas son contrat avec les salarié·es et les RP demandent encore une fois à la direction de l'entendre.

- CDD présentateurs : pour eux ni prime ni vestiaire

Pour eux pas de plate-forme ni de prime, les CDD présents à l'antenne sur franceinfo canal 16 doivent mettre la main à la poche pour s'habiller. Et quand on occupe l'antenne plusieurs fois par semaine il faut bien évidemment renouveler sa garde-robe et cela représente un sacré budget. Les précaires doivent bénéficier des mêmes avantages que des permanents, cette différence de traitement est illégale.

La direction explique qu'une mise à jour des bénéficiaires a été faite avec franceinfo, et quelle reposera la question.

Les RP resteront vigilants sur cette question et interrogerons les personnes concernées pour savoir si elles et ils bénéficient d'un vestiaire ou d'une prime.

Ressources humaines

- Médecine du travail : beaucoup d'interrogations

Il y a quelques semaines, une personne a fait un malaise au sein du restaurant d'entreprise. Un salarié a sollicité la médecin du travail qui déjeunait au même moment à la cantine. Elle lui a répondu qu'il fallait appeler le 15. Une réponse qui a choqué les salarié·es présents.

Un journaliste médecin a été sollicité, il est venu immédiatement s'occuper de cette personne en attendant l'arrivée des secours.

Nous nous étonnons que dans l'urgence la médecin du travail n'ait pas réagi pour porter secours à cette personne.

Le RH affirme qu'il est allé interroger la Direction de la Santé, de la Qualité de Vie au Travail pour comprendre la décision de la médecin du travail. Le RH rappelle que la procédure d'urgence et de secours en cas de malaise est la suivante : protéger-alerter-secourir (numéro d'urgence 01 56 22 19 19 ou téléphone rouge).

- Tours de climatisation : un danger pour les habitants du 15^{ème} arrondissement et les salarié·es de FTV ?

En juin 2025, le journal Le Parisien a relayé une alerte et une panne des tours de climatisation au siège de France Télévisions en raison d'une suspicion de présence de légionelles dans les conduites de refroidissement.

Pour rappel le point a été abordé en CSE de juillet 2025  *Climatisation : Accumulation de négligences !* ». Extrait : *Le point a été demandé par les élu·es qui souhaitent connaître l'avancement des travaux de remise en marche de la climatisation au Siège. Mais, les informations reçues au cours dernières semaines ont changé la donne, nécessitant des réponses claires et complètes de la part de la direction sur les incidents relatifs à la climatisation. Au total France Télévisions dispose de 8 tours aéroréfrigérantes. Un cluster de légionellose ayant été détecté dans le 15^{ème} arrondissement, la DRIEAT (Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports) a effectué des contrôles sur les tours des entreprises avoisinantes et donc sur les tours de France Télévisions. Ce contrôle a révélé un dépassement du seuil limite de contamination à la légionellose des tours 5 à 8. Celle-ci ont été immédiatement arrêtées et elles le sont toujours aujourd'hui. C'est Vinci qui a en charge les travaux et la remise en service de ces tours. Une enquête judiciaire a été lancée afin de découvrir d'où vient la souche à l'origine du cluster. Elle*

est toujours en cours. Quant aux tours 1 à 4, elles ont été mises en maintenance comme cela doit se faire régulièrement.

Nos questions, plus d'un an après ces événements, sont les suivantes : où en est l'enquête judiciaire ? D'où venait la souche du cluster ? Les tours de climatisation de FTV sont-elles à l'origine du cluster ? Y a-t-il eu des décès en lien avec cette contamination dans le 15^{ème} arrondissement et au sein de l'entreprise ? Si oui combien ? Des plaintes ont-elles été déposées contre FTV ?

La direction refuse de répondre à cette question car elle relève selon elle de la Commission santé, sécurité et conditions de travail, et non de l'instance de proximité.

Paris, le 14 octobre 2026

Contactez vos élu · es Représentants de Proximité :

Famille Information et Sports	<u>Cécile LARONCE</u>
Famille Production, Fabrication et Technologie	<u>Marie KAISER</u> <u>Florent LE RESTE</u>
Famille Communication, Marketing et Études	<u>Isabelle YAYA-HECK</u> <u>Isabelle BILLET</u> <u>Pascal VOISIN</u>
Famille Gestion d'entreprise et IMG	<u>Alexis DU RETAIL</u> <u>Karine BRAHIM</u>
Vaise (FTR)	<u>Véronique DALMAZ-NICOLAS</u>